

## **Projet de décision de l'ARCEP portant sur le marché de gros des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre**

### **Réponse de France Télévisions, GR1 et ROM 1**

**Paris, le 15 juillet 2015**

France Télévisions est éditeur des chaînes de la TNT suivantes : France 2, France 3 (avec 50 programmes locaux différents), France 4, France Ô, et les chaînes Outre-mer Premières dans les Départements et Collectivités d'Outre-mer. France Télévisions confie la diffusion hertzienne de ses programmes aux sociétés GR1 et ROM1, filiales à 100% et qui sont opérateurs de multiplex de la TNT, ainsi qu'aux opérateurs de multiplex NTN (France 4) et SMR5 (France 2 en HD). La réponse à la présente consultation est commune aux sociétés France Télévisions, GR1 et ROM1.

Tout d'abord nous considérons que la projet de décision de l'ARCEP de continuer de réguler le marché amont de la diffusion pour le cycle 4 et d'imposer des mesures « ex ante » à TDF est justifié et proportionné compte tenu de la situation concurrentielle de ce marché aujourd'hui et de l'importance de la plateforme TNT pour les éditeurs de programmes.

Le projet de décision de l'ARCEP appelle toutefois 2 remarques :

- Nous constatons que l'analyse du marché par l'ARCEP prend en compte les conditions actuelles du marché, mais ne mesure pas suffisamment les conséquences de la baisse de 25% du marché (arrêt de 2 multiplex) en avril 2016 alors même que l'ARCEP note que les concurrents de TDF sont encore en situation financière fragile. Dès lors, si les mesures de régulation imposées à TDF répondent au cadre du marché actuel et à la situation concurrentielle actuelle, France Télévisions s'interroge sur leur bonne adéquation à la situation concurrentielle qui découlera de l'arrêt des deux multiplex en 2016 et aurait souhaité que l'ARCEP ait déjà conduit une étude d'impact sur la situation du marché après l'arrêt de 2 multiplex
- <SECRET DES AFFAIRES > ①

#### **L'analyse du marché :**

France Télévisions souhaite distinguer les deux marchés, de la métropole d'une part, avec 8 multiplex qui passeront à 6 multiplex en 2016 et celui de l'Outre-mer d'autre part (DOM et COM pour St Barthélemy, Saint Martin, Saint Pierre et Miquelon) avec 1 seul multiplex opéré par ROM1 et quelques simplex.

Autant nous partageons l'analyse de l'ARCEP concernant la métropole en particulier sur la réalisation du test des trois critères, et la situation concurrentielle, autant nous considérons que l'analyse du marché pour l'Outre-mer n'est pas complète.

#### **Premier critère : Sur l'existence de barrières élevées et non provisoires à l'entrée**

<SECRET DES AFFAIRES > ②

**Deuxième critère : Evolution peu probable vers une situation de concurrence effective à l’horizon de la présente analyse.**

<SECRET DES AFFAIRES > ③

**Troisième critère : insuffisance du droit de la concurrence pour remédier seul aux défaillances du marché.**

<SECRET DES AFFAIRES > ④

L’analyse du marché conduite par l’ARCEP aurait donc selon nous du conduire à distinguer le marché de la métropole du marché de l’Outre-mer.

Si nous approuvons les conclusions de cette analyse de marché qui conduisent à imposer des obligations à TDF, opérateur puissant en métropole comme à l’Outre-mer, <SECRET DES AFFAIRES > ⑤

#### **Les propositions d’obligations de l’ARCEP pour le 4<sup>ème</sup> cycle de régulation**

La poursuite de la régulation du marché à travers ces outils semble appropriée à France Télévisions. Nous attirons toutefois l’attention de l’ARCEP et du CSA sur la fragilisation des concurrents de TDF qui pourrait résulter de l’arrêt de 2 multiplex en 2016 et dont les conséquences n’ont pas été analysées par l’ARCEP. Il est nécessaire que les opérateurs alternatifs ne soient pas affaiblis par cette réduction du marché afin de continuer à animer la concurrence, quitte à renforcer les mesures ex ante appliquées à TDF.

<SECRET DES AFFAIRES> ⑥

#### **Questions spécifiques de l’ARCEP :**

##### **Conditions raisonnables de résiliation.**

France Télévision considère que les opérateurs alternatifs doivent pouvoir résilier de manière anticipée les contrats d’hébergement avec TDF. Nous sommes favorables à ce que ces conditions de résiliation prévoient un délai suffisant pendant lequel le contrat ne peut pas être résilié. Une durée de 1 ans à 18 mois est compatible avec les délais de création de nouveaux sites alternatifs notamment ceux du réseau principal, et ne pénalise donc pas les opérateurs alternatifs.

Nous suggérons également qu’une indemnité de résiliation en cas de rupture anticipée soit appliquée selon les frais engagés par TDF et non amortis à la date de rupture du contrat.

### **Date de publication de l'offre de référence.**

GR1 lance des appels d'offres tout au long de l'année. Nous considérons que TDF doit pouvoir publier ou adapter son offre de référence à tout moment (avec le respect d'un préavis minimum tel que prévu par la décision de l'ARCEP), afin d'une part de pouvoir répondre aux appels d'offre lancés par GR1 ou ROM1 et d'autre part de prendre en compte des facteurs exogènes.

### **Non excessivité des tarifs de TDF sur les sites répliquables non répliqués**

France Télévisions souscrit à la suggestion de l'ARCEP consistant à comparer les prix pratiqués sur des produits ou services similaires. Nous pensons que la comparaison pourrait non seulement se pratiquer avec un éventail de configurations types en matière de diffusion TV comme le propose l'ARCEP, mais il serait également utile de s'assurer de la cohérence des tarifs d'hébergement entre l'activité TV et l'activité télécommunication mobile de TDF. En effet des écarts importants des tarifs d'hébergement TV et télécommunication mobile pour des configurations techniques comparables pourraient constituer un indice d'excessivité des tarifs pratiqués par TDF.